

Bienvenue en 2015

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

9 janvier 2015

CE QUI VOUS ATTEND

2015 apparaît comme une année hautement stratégique. On la dit éminemment politique. En réalité, avec deux consultations majeures, les cantonales en mars prochain et les régionales en décembre ensuite, elle est surtout électorale. Mais c'est vrai, les résultats de ces deux consultations pourraient changer la donne politique locale. Premier enjeu donc les cantons, qui ont été largement redessinés pour ne pas dire carrément chamboulés... Les nouveaux périmètres font que dans bien des cas, les fiefs pourraient voler en éclats. Plusieurs conseillers généraux sortants devront affronter d'autres électeurs. Difficile de prévoir qui, dans ce nouveau contexte conservera ou non son fauteuil. Sans compter qu'il faut constituer des couples pour se présenter devant les électeurs ! Ensuite, il faudra s'attendre à une longue campagne électorale en vue des régionales, mais on a encore le temps de voir venir et les résultats des cantonales nous diront sans doute un peu plus sur ce à quoi il faut s'attendre pour ces régionales de décembre. Les élections vont donc rythmer cette année 2015. Mais d'autres événements importants sont inscrits au calendrier. Ainsi plusieurs chantiers devraient démarrer. C'est le cas du nouveau centre hospitalier qui sera situé aux Abymes. La ministre de la santé Marisol Touraine l'a promis. Idem pour les travaux du grand port malgré des ratés à l'allumage. La reconstruction du Lycée de Baimbridge est également inscrite au calendrier. Quant au projet du tram on en saura davantage au cours de ce premier trimestre. Mais l'État l'a d'ores et déjà entériné et annoncé sa part de financement. Toutefois, l'événement de l'année sera vraisemblablement l'inauguration du Mémorial ACTe prévue en mai prochain. Inauguration qui devrait donner lieu à la visite du président de la République, François Hollande. Pour le reste, il faut bien dire que 2015 ne sera ni meilleure ni pire que les années précédentes. L'économie ne fera pas un bond prodigieux même si le secteur du tourisme reste bien orienté, le chômage ne sera pas enrayer

d'un coup de baguette magique car rien ne promet une embellie sur le plan de la croissance. En revanche, il faut fortement espérer que la spirale de la violence et de la délinquance débridée ne reparte à la hausse dans une société de plus en plus bousculée par une succession de révolutions technologiques et une mondialisation inéluctable. Nous avons sollicité plusieurs avis sur ce que nous réserve 2015 ? Vous lirez avec intérêt l'analyse de Jean-Paul Eluther, celle de Joseph Titéca-Beauport, le point de vue de Georges Calixte, ou encore celui de Jacky Sainsily, ou de Ketty Valmorin, Jacky Dahomay, Gérard Poumaroux, Max Fontès, Louis Dessout, Christian Vainqueur, tous impliqués dans leurs secteurs respectifs. Enfin, il faut également souhaiter une année 2015 sans catastrophe naturelle. Ni cyclone dévastateur ni tremblement de terre. S'il en est ainsi, il peut être de bon ton de souhaiter à la Guadeloupe la bienvenue en 2015.

JACK SAINCILY, DIRECTEUR DU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME, D'ENVIRONNEMENT DE LA GUADELOUPE ET PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION CARIBÉENNE DES ARCHITECTES.

“ J'aurais souhaité que l'année 2015 soit impactée par la construction du CHU ”

Jack Sainsily : En ce début d'année 2015, trois intentions marquantes sont à inscrire à nos perspectives et calendriers. Premièrement, la volonté politique affirmée de ne pas interrompre, malgré les restrictions imposées par le gouvernement, le développement de notre territoire ultrapériphérique. Deuxièmement, le renouvellement des conseillers départementaux et régionaux qui sont importants pour le devenir de notre territoire. Enfin, la conférence internationale sur l'environnement le 30 novembre prochain. Gageons que ces trois événements apporteront des changements notoires en ce qui concerne l'aménagement du territoire.

Le Courrier de Guadeloupe : *Que peut espérer la Guadeloupe quant à la rénovation de ses quartiers ?*

Jack Sainsily : Déjà nous pouvons noter que sur les 200 quartiers français sélectionnés pour profiter du nouveau programme national de

renouvellement urbain, seuls quatre quartiers guadeloupéens sont présents (Raizet, Grand-Camp, Pointe-à-Pitre centre, Fouillole). Ce programme du gouvernement permet de débloquer des financements exceptionnels pour rénover les quartiers où les difficultés sociales et urbaines sont les plus grandes. Environ 450 millions d'euros seront injectés dans l'aménagement des quartiers sélectionnés dans l'Outre-mer, 22 au total. Cela paraît beaucoup mais au regard du retard de développement qu'accusent ces territoires et particulièrement nos centres bourgs, cela ne comble même pas le centième de ce qu'il conviendrait d'entreprendre...

LCG : *Quel grand chantier souhaiteriez-vous voir amorcer en 2015 ?*

Jack Sainsily : J'aurais souhaité que l'année 2015 soit impactée par la construction du CHU, mais les péripéties à ce stade augurent d'un périple encore long avant que la première pierre ne soit posée. Je souhaite qu'aucune embûche ne vienne contrarier la mise œuvre de cet ouvrage tant appelé de ses vœux par le défunt Docteur Salin qui y consacra jusqu'à ses dernières heures. En attendant que le financement du nouveau CHU soit acquis - sans doute d'ici 2017- il faudrait profiter de cette nouvelle année pour ouvrir davantage de formations dans le bâtiment. Cela permettra à la Guadeloupe d'être fin prête pour aborder ce type de grand chantier.

GEORGES CALIXTE, DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES

“ La réflexion à court terme n'est plus possible ”

Georges Calixte : Il est clair que 2015 est une année charnière. Il y a deux élections capitales qui ont comme enjeu des problématiques du quotidien pour chaque collectivité majeure. Elles devront donc présenter un bilan stable. Reste à savoir si ce ne sera qu'une année dite de transition conjoncturelle, ou, si profitant des différentes réformes à venir, il va y avoir une analyse profonde afin que le dynamisme engendré ne serve qu'à colmater des brèches. De toute façon, on est dos au mur et la réflexion à court terme n'est plus possible. Personne ne peut nier que la violence qui sévit actuellement est directement due à des politiques économiques

inefficaces pour la réduction du chômage. Il faudra bien que la situation évolue, faute de quoi 2015 sera une année d'atténuation et 2016, de dégradation. À court terme, les groupes de pressions seront de plus en plus virulents, et les politiques ne seront plus prises pour l'intérêt général, mais pour calmer des revendications particulières.

Le Courrier de Guadeloupe : Justement quels seront les enjeux politiques et sociaux de ces prochaines élections ?

G.C. : La loi du 17 mai 2013 qui a cherché à généraliser la parité au niveau de toutes les élections, fera émerger une nouvelle classe politique au niveau du conseil général puisqu'elle impose les binômes. Les vice-présidents seront élus au scrutin de liste avec obligation de parité. 12 vice-présidents avec une obligation de six femmes et six hommes. Sachant qu'il n'y a pas d'obligation d'alternance. Pour l'analyse des forces, il faut s'appuyer sur les cantons. Le parti socialiste contrôle la majorité des communes-cantons. Le Moule, le Lamentin, Sainte-Rose, Pointe-Noire, Deshaies, l'ensemble Vieux-Fort, Gourbeyre, Terre-de-Haut et Terre-de-Bas. Il faudra suivre de près le 2ème canton des Abymes. La majorité absolue est 22, aucune des forces prises individuellement n'y arrive et il devra y avoir obligatoirement un accord politique. Avec qui ? Entre Guadeloupe Unie Socialisme et Réalité et le PS moyennant une contrepartie lors des régionales ? Le PS va-t-il s'associer avec le PPDG et avoir juste la majorité ? Quoi qu'il arrive, l'instance sera beaucoup plus difficilement gouvernable.

LCG : Quels seront les dossiers à ne pas négliger ?

G.C. : Il y a quatre coches à ne pas rater. L'eau d'abord. Et les deux collectivités sont concernées. Les transports. Car on ne peut pas vouloir développer l'intercommunalité et ne pas permettre à un habitant de Morne-à-l'Eau d'aller travailler au Moule. Les déchets, avec un problème structurel, d'insuffisance des déchetteries et du maillage pour les récolter. Et enfin, la violence qui n'est pas dissociable d'une lutte efficace contre les stupéfiants.

CONSEILLER MUNICIPAL DE POINTE-À-PITRE

“ Des bouleversements inéluctables et sans précédents ”

Louis Dessout : La Guadeloupe sera confrontée à des enjeux décisifs à partir de cette année 2015. La crise financière et économique, et par extension budgétaire, a mis à mal la solidarité nationale. Ce sera l'occasion pour les Guadeloupéens de retrouver la valeur perdue de la solidarité, d'apporter leur contribution à l'effort national en payant plus d'impôts et en acceptant la réduction du volume financier des avantages acquis. La solidarité territoriale connaîtra aussi un bouleversement. Depuis la fin de l'époque coloniale, celle-ci était basée sur deux échelons : la commune et le département. Mais les communes sont remises en question. Elles sont structurellement endettées, n'ont plus de marge d'autofinancement pour leurs investissements et ont perdu leur prééminence au profit des communautés d'agglomération.

Le Courrier de Guadeloupe : *Et pour le département ?*

L.D. : Déjà, pour les prochaines élections, les cantons seront complètement revus sur une base démographique, et non plus territoriale. Par exemple, Pointe-à- Pitre sera réduite à un seul canton. C'est une révolution territoriale sans précédent. Quelles articulations économiques sous-tendent ces découpages ? L'assemblée deviendra aussi paritaire, avec autant d'hommes que de femmes. Les Guadeloupéens éliront des représentants pour une structure dont on ne connaît pas encore les attributions, car elles n'ont pas encore été adoptées par l'Assemblée nationale. Nous risquons une abstention record ajoutée à une crise de confiance vis-à-vis des élus.

LCG : Pour quelle raison ?

L.D. : C'est la conséquence du refus des Guadeloupéens de la construction d'un espace territorial de solidarité démocratique antillo-guyanais il y a 40 ans et la préférence pour la balkanisation insulaire. Le symbole le plus récent est la crise de l'UAG. Pourtant, la logique générale européenne et mondiale va vers la mutualisation des espaces géographiques. L'État transfère de plus en plus de compétences aux collectivités territoriales. La Région montera de plus en plus en puissance, en prenant sous sa tutelle

les chambres de commerce, les ports et aéroports, la formation, les transports et communication... Mais avec une capacité budgétaire réduite en peau de chagrin, les collectivités risquent de se retrouver à la merci de grosses entités mixtes publiques/privées, à la fois pour la gestion des ordures ménagères, de l'eau, de l'énergie. Le danger est le retour vers une certaine forme de féodalité insulaire. Nous n'avons pas les moyens ni de financer nos gros ouvrages, comme des usines de traitement des déchets ou de l'eau ou nos structures de soin, comme le CHU, ni de contrôler et de faire respecter les règles.

LCG. : *Sommes-nous prêts à ces changements ?*

L.D. : Tous ces défis demandent une grande maîtrise et une connaissance des enjeux mondiaux. Or nos agents territoriaux et nos élus manquent d'expertise face à ce qu'on pourrait appeler une révolution technologique et institutionnelle. Aurons-nous les moyens et les compétences pour relever ces défis techniques et financiers ? 2015 sera pour nous l'occasion de tenter de développer un micro-archipel. Et quel sera l'accompagnement des services de l'État dans cette nouvelle solidarité territoriale ?

DES MESURES FAVORABLES AUX ENTREPRISES

" Des mesures favorables aux entreprises "

Ketty Valmorin : Le début de l'année 2015 est marqué par l'entrée en vigueur de mesures fiscales et sociales favorables aux entreprises.

La mesure phare concernant les entreprises situées dans les DOM est la mise en place d'un CICE renforcé. Les entreprises pourront bénéficier d'un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) à un taux majoré : Le CICE passera de 6 % à 7,5 % des rémunérations versées aux salariés, à compter du 1er janvier 2015. Il sera fixé à 9 % en 2016. Pour rappel, Le CICE est un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les bénéfices de l'entreprise. Il est restitué à l'entreprise si son montant excède l'impôt dû. Le CICE a pour objectif le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de

recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, et de reconstitution du fonds de roulement de l'entreprise. L'entreprise doit effectuer un suivi de l'utilisation du CICE. Les exonérations d'impôt sur les bénéfices en zones franches urbaines (ZFU), qui étaient arrivées à expiration au 31/12/2014 ont été prorogées finalement jusqu'au 31 décembre 2020, mais dans des conditions plus restrictives.

Le Courrier de Guadeloupe : *Et pour le volet social ?*

K.V. : Le dispositif " zéro charge " sur les bas salaires est entré en vigueur le 1er janvier 2015. En pratique, cette mesure se traduit par un élargissement de la réduction de cotisations sociales patronales de sécurité sociale dite réduction Fillon, pour les entreprises concernées. Cette mesure constitue un volet du pacte de responsabilité, qui prévoit des réductions de cotisations sociales pour les entreprises. En 2015, Le taux de la cotisation patronale d'allocations familiales est réduit de 1,8 point, sur les salaires jusqu'à 1,6 SMIC.

L.C.G. : *Certaines des dispositions concernent-elles les salariés ?*

K.V. : Le compte personnel de formation (CPF) remplace le DIF, à compter du 1er janvier 2015. Tout salarié disposera désormais d'un compte personnel de formation qui le suivra tout au long de sa carrière. Il sera alimenté en heures en fin d'année (24 heures/an les 5 premières années, puis 12 heures par an, avec un maximum de 150 heures). D'autres mesures devraient suivre pendant l'année 2015, qui s'annonce intense sur le plan législatif.

CHRISTIAN VAINQUEUR ; SECRÉTAIRE RÉGIONAL UNITÉ SGP POLICE-FO

" Nous espérons que le préfet comprenne nos problématiques "

Christian Vainqueur : Pour cette nouvelle année, les inquiétudes des forces de police restent les mêmes. Nous attendons toujours que l'État entende que nous avons un urgent besoin de renfort de nos effectifs. Pour l'instant, nous n'avons pas encore rencontré le préfet. Nous devons le faire

prochainement, nous lui donnons le temps de faire le tour du propriétaire et dans les prochains jours avant la mi-janvier nous allons faire le point. Nous avons toujours besoin d'hommes sur Pointe-à-Pitre. Pour le dernier meurtre qui a eu lieu à Sonis, les choses se seraient peut-être passées autrement avec au moins deux patrouilles dans le secteur. Les collègues ont été débordés et ont dû fermer le commissariat pendant deux heures. Il fallait du monde sur le terrain. Cette demande se justifie d'autant plus que le carnaval arrive et nous allons nous retrouver dans des situations inextricables.

Le Courrier de Guadeloupe : Quel est l'avenir des commissariats de Basse-Terre et Capesterre ?

C.V. : Les choses n'ont pas changé pour ces deux commissariats. À Capesterre, il y a à peine trois fonctionnaires en patrouille pour 19 000 habitants. Même donne pour Basse-Terre. Malgré tout, avec le peu que nous avons, nous arrivons à avoir de bons bilans.

LCG : Aurez-vous des réponses quant au problème des voitures banalisées ?

C.V. : Nous l'espérons. Pendant longtemps la BAC a tourné avec une seule voiture. Parfois, elle n'en a pas eu du tout. Nous nous sommes débrouillés pour leur permettre de fonctionner. Nous attendons beaucoup des prochains arbitrages du ministère pour l'immobilier et espérons que le commissariat sera pris en compte. Dans notre tâche, notre souci premier est la sécurité des biens et des personnes et nous ne pouvons l'accomplir si, nous-mêmes, ne bénéficions pas de conditions optimales. Notre grand regret c'est d'avoir été lâchés par l'administration et nos élus qui n'ont pas su faire remonter nos besoins. Nous avons un nouveau préfet ; il faut donc une prise de conscience ; pour que nous soyons reconnus, et que nous puissions obtenir les moyens qui nous manquent.

DOUCEMENT MAIS SUREMENT

Le lycée Baimbridge fera peau neuve

Le lycée Baimbridge va enfin pouvoir s'accorder un vrai lifting. Sa

reconstruction fait effectivement partie des grands projets pour l'année 2015. Gare toutefois à ne pas faire de plan sur la comète, le début des travaux n'est prévu que pour le deuxième semestre. Quant aux différentes étapes de la reconstruction elles s'échelonneront sur cinq ans. Les lycéens devront donc être patients. D'autant que ceux qui sont actuellement scolarisés dans l'établissement subiront les travaux mais ne verront pas le résultat. Le lycée étant le plus grand de Guadeloupe en termes d'effectifs, sa fermeture, même sur une courte durée, est inenvisageable. Durant les travaux, les élèves seront ainsi déplacés d'un bâtiment à un autre. Un mal nécessaire étant donné la vétusté des fondations qui ne sont plus aux normes depuis des années.

GÉRARD POUMAROUX, DIRECTEUR DU CENTRE CULTUREL SONIS AUX ABYMES

“ La Guadeloupe doit continuer à rayonner en préservant la culture”

Gérard Poumaroux : Une civilisation rayonne à travers le monde de par sa culture. En 2015, la Guadeloupe doit donc continuer à rayonner en préservant la culture qui, malheureusement, fait de moins en moins partie de ses priorités. Les budgets de certaines manifestations comme IloJazz sont coupés à la hache et tout le monde ne saisit pas l'importance de financer des actions culturelles. On sent qu'il faut de plus en plus justifier les financements que l'on reçoit, prouver que les spectacles et autres démonstrations artistiques peuvent avoir une portée bien plus enrichissante que le simple divertissement. La culture a encore toute son importance en Guadeloupe, l'année 2015 doit permettre de la promouvoir.

Le Courrier de Guadeloupe : *comment redonner toute sa place à la culture ?*

G.P : Il faudrait développer davantage l'offre publique en termes d'éducation et d'enseignement artistique. Ouvrir des centres de formations et des écoles car la Guadeloupe possède très peu d'établissements publics de ce type (centre Sonis, l'Archipel, écoles du Moule et du Lamentin etc.). L'enseignement artistique est principalement

animé par le secteur privé ce qui restreint l'accessibilité tant pour les jeunes que pour les professionnels. Il faudrait d'ailleurs mettre l'accent sur la formation des professeurs de musique, par exemple, car la demande est forte.

LCG : Quels sont les projets du centre Sonis pour 2015 ?

G.P : Nous voulons accompagner davantage les artistes professionnels, les aider à mener à bien leurs projets pour obtenir des spectacles de qualité mais aussi pour lancer leur carrière et les encourager à continuer sur cette voie. Nous serons également particulièrement attentifs aux petites initiatives culturelles qui naissent grâce à des associations. Nous valoriserons ces initiatives en apportant notre soutien administratif et artistique.

JEAN-PAUL ELUTHER, DIRECTEUR DU JOURNAL LA NATION

“ La Guadeloupe a besoin d'un cycle d'investissement porteur tous les cinq ans ”

Jean-Paul Eluther appelle à investir massivement dans les réseaux de canalisation d'eau, histoire de donner un coup de fouet à l'investissement dans une conjoncture marquée par le déclin de l'Europe et de l'Euro.

Jean-Paul Eluther : Pour avoir une idée de la tendance économique en Guadeloupe en 2015, il faut d'abord considérer la situation de la France et même de l'Europe qui n'est pas bonne. L'Europe avec le Japon est d'ailleurs le malade de la planète. Avec une croissance faible et même un fort risque de déflation et de décroissance. Or ce qui se passe en Europe aura un impact en Guadeloupe. Au niveau interne, il faut rappeler que nous sommes un petit pays avec 410 000 habitants selon les chiffres les plus récents de l'INSEE. Notre modèle économique est un modèle supermarché. Nous avons tout misé sur l'importation de biens et de services. Il y a un déséquilibre énorme entre l'offre de biens produits par nous-mêmes et la demande. Ce modèle économique provoque des déséquilibres macro-économiques dangereux. Déséquilibre dans le financement de l'économie, déséquilibre dans l'offre du travail,

déséquilibre entre l'offre et la demande. À tout cela, il faut ajouter un autre phénomène dont on ne parle pas suffisamment à mon avis, c'est la chute de l'Euro. La monnaie européenne a perdu en six mois 30 % de sa valeur et cela n'arrange pas notre économie. En Guadeloupe cela va provoquer un ralentissement de la baisse des prix. Comme nous importons tout et que notre monnaie est plus faible nous allons payer nos biens plus cher et ce même si nous commerçons essentiellement avec l'Hexagone. Car la France importe beaucoup également. Les prix seront donc répercutés. Nous avons par conséquent besoin d'un euro fort et ce n'est pas le cas aujourd'hui.

L.C.G. : *Et la politique, les élections que va-t-il se passer ?*

J-P. E. : Les élections ne changeront pas grand-chose. Les élections locales sont déjà jouées, marquées par les municipales. Les partis conservateurs de gauche ont toutes les chances d'être reconduits.

L.C.G. *Que peut-on espérer tout de même ?*

J-P. E. : Je le répète la Guadeloupe est un petit pays. Il a besoin d'un cycle d'investissement porteur environ tous les cinq ans. Nous devrions profiter pour investir actuellement massivement dans les réseaux d'eau qu'il faudra de toute façon renouveler. C'est sur cela qu'il faut mettre l'accent et c'est cela qui créera de l'activité, de la croissance et des emplois. En sachant tout de même que dans un pays d'importation, l'investissement est moins porteur. Ainsi pour l'installation des réseaux il faudra importer tout le matériel ou presque. Ce qui diminue l'impact de l'investissement en interne. Mais cela on le sait. Du moins, je l'espère.

JOSEPH TITECA-BEAUPORT, CHEF D'ENTREPRISE

“ L'horizon de nos politiques c'est la prochaine échéance électorale et non la prochaine génération “

Joseph Titéca-Beauport est chef d'entreprise et trésorier de la CCI. Il porte un regard sévère sur notre société, surtout sur nos élus et il n'attend rien de bon de 2015.

Joseph Titéca-Beauport : 2015, 2016, 2017, et même 2040 m'inquiètent profondément, parce que je vois une Guadeloupe avec des amateurs aux commandes. Ceux qui nous dirigent ne veulent pas voir les vrais problèmes. 90 % de nos conflits trouvent leur source première dans l'absence de transport public. On brûle de l'argent dans les embouteillages chaque matin et chaque soir. Nous sommes tous obligés d'avoir une voiture pour nous déplacer. Cela nous oblige à y consacrer un budget démesuré. Nous n'avons pas le choix ! Cela va paraître saugrenu qu'un patron ne défende pas d'autres patrons qui vendent des voitures et du carburant. Mais ce sont des entrepreneurs. Ils peuvent créer d'autres richesses.

Le Courrier de Guadeloupe : *Mais les choses semblent s'activer. Des solutions sont proposées...*

J.T.B. : Les solutions proposées ne me semblent pas à la hauteur. On veut mettre en place un réseau de transport maritime dans le grand cul-de-sac, alors que c'est une zone protégée. On n'a pas les moyens de dépanner deux ponts celui de la Gabarre et celui de l'Alliance qui relient la Grande-Terre à la Basse-Terre et pour lesquels on a dépensé des millions et qui comme c'est la règle en Guadeloupe, n'ont pas été entretenus, et on me dit qu'on va organiser un transport de personnes à cet endroit ? Cela dit le transport maritime semble avoir la préférence des Guadeloupéens tout au moins entre les îles puisque l'aéroport de Marie-Galante s'étiole. Pour autant je n'ai pas entendu dire que les caboteurs roulaient sur l'or. Quant au tram, il a peut-être quelques atouts, mais il est limité à une petite zone géographique Pointe-à-Pitre/Abymes/Gosier. Peut-être Baie-Mahault. Je dis qu'il existe techniquement autre chose. Parfaitement adapté à notre topographie c'est le téléférique. Cela ne demande pas la construction de gros ouvrages. C'est rapide à installer. Il ne consomme pas du foncier et beaucoup d'énergie. Oui le téléphérique peut être une solution pour le transport de personnes. Je ne suis pas un spécialiste. Mais je considère qu'on devrait étudier aussi cette solution.

L.C.G. : *Que peut-on quand même espérer de 2015 ?*

J.T.B. : Beaucoup d'élections, très peu de changement en Guadeloupe et beaucoup dans l'Hexagone et un isolement de la Guadeloupe dans le

concert politique français. Trois cadors s'affrontent en Guadeloupe. Mais cela ne débouchera pas sur des perspectives réjouissantes, car l'horizon des politiques c'est la prochaine élection alors que cela devrait être la prochaine génération et c'est dommage. Nous avons à l'occasion du nouvel an souhaité nos bons vœux nous avons insisté sur la santé. Or, notre santé est en partie tributaire de nos gènes et de notre mode de vie et au moment nous formulons nos vœux, côté santé les choses sont déjà bien engagées. En revanche nous devrions souhaiter la paix, l'apaisement, la sérénité. Aujourd'hui un homme est respecté pour sa capacité de nuisance pas pour sa capacité d'entreprendre ou de faire du bien ou simplement de bien faire. La jeunesse plonge dans la violence et n'a confiance en personne. Quels discours les politiques tiennent-ils pour mettre un peu d'espérance dans le cœur de ces jeunes ? Aujourd'hui si on a 15 ans mieux vaut être Cubain que Guadeloupéen. Dans ce pays on peut encore espérer, en Guadeloupe ce n'est sûr ! En tout cas si j'avais 15 ans aujourd'hui, je serais très inquiet. Je me fais du souci pour mes petits-enfants.

L.C.G.: Vous êtes foncièrement pessimiste sur l'avenir de ce pays...

J.T.B. : Non. Je suis réaliste. Je suis parti de rien. Ma mère attachait la canne. J'ai réussi à me hisser à un bon niveau dans cette société. J'ai créé des entreprises qui ont une place plus qu'honorables dans le tissu économique de la Guadeloupe. Aujourd'hui, je doute que cela aurait été possible. Les choses pourraient cependant évoluer favorablement. Il faudrait pour cela que nos politiques soient plus proches du monde de l'entreprise et qu'ils aient une vision qui porte au-delà de la prochaine échéance électorale.